Grenoble (38) : deux élus quittent LFI et accusent Allan Brunon, ex-cadre de la Jeune Garde proche de Raphaël Arnault, de harcèlement, d'homophobie et de méthodes brutales

11/07/2026 à 11h11



Le groupe La France insoumise du conseil municipal de Grenoble a exclu deux de ses élus, Thomas Mandroux et Lauren Viguier, faisant passer ses effectifs de treize à onze membres. Cette décision, prise le 9 juillet et rendue publique par Le Dauphiné libéré, est justifiée par le chef de file Allan Brunon par des absences répétées aux séances du conseil municipal sans délégation de pouvoir de vote.

Selon Allan Brunon, ces absences ont porté préjudice aux électeurs insoumis. Il évoque également des demandes de médiation refusées ainsi que des procédures internes liées à

des « comportements de discrimination répétés à l'égard de plusieurs membres de la France insoumise de Grenoble ». Il affirme que l'exclusion a été décidée à l'unanimité des onze autres membres du groupe.

Thomas Mandroux et Lauren Viguier contestent cette version. Dans un communiqué, ils expliquent avoir cessé de siéger en raison de « propos répétés et des actes que nous avons jugés violents, autoritaires, sexistes, LGBTphobes » ainsi que d'« un acharnement vécu comme du harcèlement moral ». Thomas Mandroux indique avoir été placé sous ITT et suivre un traitement après avoir subi, selon lui, une violence psychologique. Les deux élus disent avoir découvert leur exclusion par voie de presse et affirment n'avoir reçu aucun contact direct du groupe.

Les intéressés dénoncent « un système bien rodé de violences et de jeux de pouvoir qui desservent grandement le collectif insoumis » et mettent directement en cause Allan Brunon. Ils affirment que des démarches étaient en cours auprès des instances internes de LFI, notamment du Comité de respect des principes et du Comité de suivi contre les violences sexistes et sexuelles. Ils indiquent également qu'une médiation proposée par la députée Élisa Martin aurait été refusée par Allan Brunon.

Tout en critiquant sévèrement le responsable local du mouvement, Thomas Mandroux et Lauren Viguier assurent vouloir continuer à soutenir Jean-Luc Mélenchon en vue de l'élection présidentielle de 2027. Ils annoncent toutefois leur démission de leurs mandats municipaux et leur engagement à rembourser leurs indemnités.

L'affaire ravive par ailleurs les critiques internes contre Allan Brunon. Un militant grenoblois de LFI, souhaitant rester anonyme, évoque des insultes sur les groupes Telegram du mouvement et des tensions récurrentes depuis la campagne municipale. Il revient notamment sur la polémique provoquée

par une vidéo dans laquelle Allan Brunon avait traité un commerçant de « tapette », épisode qui avait conduit, selon ce militant, à une intervention de Mathilde Panot et Manuel Bompard ainsi qu'à une demande d'excuses.

Ces accusations trouvent un écho chez Alan Confesson, ancien élu LFI grenoblois désormais membre de la majorité municipale. Celui-ci dénonce des « méthodes particulièrement brutales », une « culture de la violence » et estime que « les conneries d'Allan Brunon commencent à coûter cher à La France insoumise ».

Enfin, le groupe d'opposition Réconcilier Grenoble s'est saisi de la polémique pour demander à la maire Laurence Ruffin de retirer à Allan Brunon la présidence de la commission des finances. Ses élus invoquent la baisse des effectifs du groupe LFI, l'absence d'Allan Brunon aux réunions de cette commission et la gravité des accusations formulées à son encontre.

Place Grenet

> *Thomas Mandroux, l'élu grenoblois qui dénonce aujourd'hui l'homophobie et la violence d'Allan Brunon, n'est pas un inconnu : il avait déjà mené la charge islamo-gauchiste à Sciences Po Grenoble.* □□□ *https://t.co/1BzNRQJmAx pic.twitter.com/Mghd6Duqcx*
>
> *— Pierre Sautarel (@FrDesouche) July 11, 2026*